

Sommaire

1. Article sur « Le modèle économique des journaux sur internet »
Ecriture journalistique- L3 Information Communication
2. Interview d'Edwy Plenel et de Fabrice Arfi au sujet de l'affaire Bettencourt
Article rédigé pour Stras.info
3. Interview de Paul de Fraipont suite au séisme survenu en Haïti
Article rédigé pour Stras.info
4. Interview de Jean Marc Roberts pour son livre « Jean Marie »
Article rédigé pour Stras.info
5. Interview de Benoit Magimel, Antoine Duléry et Jalil Lespert
Article rédigé pour le Kinorama du 14 au 20 décembre 2011
6. Interview de Christian Rouaud pour son film Tous au Larzac
Article rédigé pour le Kinorama du 30 novembre au 6 décembre 2011

1. Article sur « Le modèle économique des journaux sur internet »

Écriture journalistique- L3 Information Communication

Quel modèle économique pour les sites d'information ?

« D'ici 10 ans, plus aucun média ne sera consommé autrement que sur internet. Plus aucun journal, plus aucun magazine n'existera sur le papier. Tout sera distribué de manière électronique » (1). Voici la prédiction de Steve Ballmer, PDG de Microsoft.

Comment proposer un contenu de qualité sur le net tout en étant rentable ? Il s'agit de l'équation à laquelle la presse en ligne est priée d'apporter une réponse rapidement. A l'heure où le papier semble à bout de souffle, quels sont les différents modèles économiques déjà envisagés en France ? Sont-ils rentables ? La formule gagnante a-t-elle été trouvée ?

La presse en ligne ne cesse de s'enrichir de nouveaux titres, pas moins de 4 pour le mois de novembre 2011 (Quoi.info, Newsring, Huffpo France et The Pariser), mais elle n'a toujours pas trouvé le modèle économique qui lui permettrait de se pérenniser.

De nombreux pure players (présent uniquement sur internet) tels que LePost, Slate, Atlantico ou LePlus ont fait le choix du financement par la publicité tout en proposant un accès gratuit à leurs contenus.

Dans cette catégorie, Rue 89 fait figure de défricheur en faisant le pari de la diversification via un modèle mixte. Le site lancé en mai 2007 par d'anciens journalistes de Libération, a choisi de fournir l'information gratuitement à ses lecteurs. Avec ses 2 millions de « visiteurs uniques » par mois (2), il tire ses ressources de la publicité (60%), de la prestation de services (par exemple, le développement de sites pour d'autres clients), des formations (journaliste traditionnel initié au journalisme web). Rue 89 a également réalisé plusieurs levées de fonds, lancé un mensuel en kiosque en juin 2010 (122 000 euros de bénéfices pour sa première année), ouvert une boutique en ligne qui propose des produits dérivés griffés RUE 89, un mur de micro-publicités sur lequel les internautes peuvent acheter des briques (de 15 à 349€). Rue 89 est également à l'initiative d'un site de dons en ligne *J'aime l'info*. Pour le journaliste et expert web, Pierre France (3), « l'objectif est de proposer une multitude de services afin de réduire la dépendance à la publicité qui est très volatile ».

Le rachat récent (décembre 2011) de RUE 89, qui 4 ans après son lancement n'est toujours pas rentable (400 000€ de perte estimée pour 2011), par Claude Perdiel, propriétaire du NouvelObs, est significatif de la fragilité économique et de l'intensification de la concurrence dans le monde de l'information sur internet.

Un signe peut être annonciateur d'autres rachats de ce type puisque Le Post, Slate ou Owni perdent de l'argent.

Rentabilité rime avec lectorat limité

Dans un autre registre, Médiapart et @rrêt sur images (décryptage des médias), ont opté pour un modèle tout payant : chez eux, pas de place pour la publicité.

Ces deux sites reposent sur le principe du « mur payant » qui permet aux seuls abonnés d'accéder aux articles. Ce principe va à rebours de la chasse à l'audience menée par la plupart des sites, mais Médiapart et @rrêt sur images sont rentables (4). Pierre France tient à relativiser ce constat « En France, il y a 60 millions d'habitants, Médiapart a environ 60 000 abonnés, cela fait un rapport de 1 pour 1000. C'est très faible. RUE 89 avec un contenu gratuit est à deux millions de visiteurs uniques par mois.

Voilà l'intérêt d'internet, pouvoir toucher un public large et non quelques milliers d'abonnés, même si cela permet d'être rentable. A l'échelle de Strasbourg, si on se projette, cela fait 450 abonnés (450 000 habitants), une misère. ».

Par ailleurs, Médiapart a bénéficié d'un engouement suite à ses scoops sur l'affaire Bettencourt, Karachi,... et reste vulnérable à tout fléchissement d'abonnés.

Le crowdfunding comme avenir :

Le « crowdfunding » (littéralement financement par la foule) est une forme de mécénat en vogue pour les sites d'information. Concrètement, l'internaute fait un don pour aider le site à se développer ou pour financer la production de contenus journalistiques (reportage à l'étranger, enquête, nouvelle rubrique,...). Le pionnier en la matière est le site américain *Spot.us*. En France, le 28 mars 2011 a été lancé *J'aime l'info* qui propose de soutenir les 80 sites et blogs présents sur la plateforme.

Du côté de la presse traditionnelle, du gratuit au payant

En ce qui concerne la presse traditionnelle (Le Monde, Le Figaro, Libération,...), le web a tout d'abord été considéré comme une extension gratuite de la version papier. Ces marques média privilégient désormais la formule « freemium » c'est-à-dire le cumul d'une zone gratuite correspondant à l'actualité immédiate et d'une zone payante (premium) réservée aux abonnés (archives, échanges avec la rédaction, dossiers,...). Une partie importante des revenus est apportée par la publicité (60% pour Le Monde.fr).

La croissance de ces titres de presse sur internet est soutenue mais leurs revenus ne suivent pas la même progression (coûts d'acquisition de portails verticaux, érosion des ventes en kiosque,...). A terme, ces investissements devraient porter leurs fruits.

Il faut admettre que personne n'a encore trouvé le modèle économique qui permettrait de combiner la fabrication d'une information de qualité avec une diffusion de masse. Cependant, un constat peut être effectué, les lecteurs ne semblent plus prêts à payer pour de l'information pure mais pour des services en plus. Il peut s'agir de contacts privilégiés avec les journalistes, la possibilité de poster des billets, des live blogging,... Des pistes à explorer donc. En attendant, la recherche continue.

5453 signes.

1 : The Washington Post, juin 2008

2 : moyenne mai/juillet 2011, Nielsen

3 : Source directe interviewée à Strasbourg (décembre 2011) : Pierre France (ex-DNA) et deux autres journalistes lanceront, en janvier 2012, une version strasbourgeoise de RUE 89. Le financement sera similaire en tout point au RUE 89 d'origine, excepté en ce qui concerne la publicité (bannière fixe payée à la semaine indépendamment du nombre de clics)

4. @ sur images est rentable depuis février 2011 (28 000 abonnés) tandis que Médiapart dégagerait 500 000€ de résultat net en 2011 selon Edwy Plenel.

Sources :

- La fin des journaux et l'avenir de l'information de Bernard Poulet, Folio actuel
- <http://www.telerama.fr/medias/les-pure-players-ou-le-pari-de-la-presse-en-ligne,74902.php>
- <http://www.telerama.fr/medias/infographie-les-sites-d-info-pure-players-passes-au-crible,74956.php>
- <http://frenchweb.fr/entretien-avec-pierre-haski-fondateur-et-dirigeant-de-rue89/>

- <http://frenchweb.fr/levee-de-fonds-740-000-euros-rue-8/>
- <http://frenchweb.fr/rue89-leve-11-million-deuros/>
- <http://www.rue89.com/>
- <http://www.discordance.fr/>
- <http://www.mediapart.fr/>
- <http://owni.fr/2010/06/23/spot-us-ou-limpact-du-crowdfunding-sur-le-journalisme/>
- <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/tech-medias/actu/0201806639280-rachat-de-rue89-par-le-nouvel-obs-pierre-haski-s-explique-266259.php>
- <http://www.internetactu.net/2008/03/10/la-gratuite-est-elle-lavenir-de-leconomie/>
- http://www.alternatives-economiques.fr/la-presse-en-ligne-se-cherche-encore-un-modele-economique_fr_art_630_53799.html
- <http://lecercle.lesechos.fr/entreprises-marches/high-tech-medias/221133403/modele-economique-viable-presse-utopie-realite>
- <http://www.journaldunet.com/ebusiness/le-net/medias-en-ligne/audiences.shtml>

2. Interview d'Edwy Plenel et de Fabrice Arfi au sujet de l'affaire Bettencourt

Article rédigé pour Stras.info

Interview pour Stras.info d'Edwy Plenel et de Fabrice Arfi réalisée à l'occasion de la sortie du livre : *L'affaire Bettencourt : un scandale d'Etat*



Stras.info : Pourquoi avoir décidé de couvrir l'affaire Bettencourt ?

Edwy Plenel & Fabrice Arfi : A l'origine, il s'agit d'un drame familial entre une fille et sa mère (Françoise Meyers-Bettencourt et Liliane Bettencourt). La fille accuse le protégé de sa mère, François Marie Banier, de l'avoir dépouillé d'une partie de sa fortune en profitant de l'état de faiblesse de celle-ci. L'affaire a débuté fin 2007, après la mort d'André Bettencourt et, à ce moment là, Mediapart avait décidé de ne pas relater l'affaire qui avait trait à une chronique judiciaire mondaine sans effet de sens particulier. Jusqu'au moment de cet incroyable accident de l'histoire qu'ont été les enregistrements pirates du majordome dont nous avons été les destinataires après Françoise Meyers-Bettencourt et la police. C'est là, en écoutant l'intégralité des 21h d'enregistrements, en les authentifiant que nous avons décidé de nous lancer dans ce qui deviendra l'affaire Bettencourt-Sarkozy.

Stras.info : A aucun moment, vous n'avez eu d'hésitations quant à la diffusion de ces enregistrements illégaux ?

E.P. & F.A. : Quand nous avons eu l'opportunité d'obtenir les enregistrements, nous n'étions pas du tout sûrs d'écrire dessus. Evidemment, nous avons été heurtés par le caractère immoral, illégal du procédé d'enregistrer les conversations qui ont lieu dans l'hôtel particulier de Madame Bettencourt.

Le caractère d'intérêt public des informations contenues dans la bande détruisaient le caractère déloyal de la façon dont elles avaient été obtenues. Nous avons eu une discussion collective avec la rédaction et nos avocats afin de déterminer le sort à réserver à ces informations. D'ailleurs, la justice nous a donné raison à deux reprises ce qui montre que nous avons fait le bon choix.

Stras.info : Les locaux de Médiapart ont été cambriolés et des ordinateurs volés. Racontez nous ?

E.P. & F.A. : Les locaux de Médiapart ont été visités nuitamment le 7 octobre, nous avons déposé plainte, dès le 8 octobre, à Paris, pour vol. Deux ordinateurs ont été dérobés. On avait décidé de ne pas en parler car il pouvait s'agir de maraudeurs. Mais, il y a eu l'affaire des ordinateurs volés au journaliste du Point qui suit l'affaire Bettencourt et celui du Monde qui couvre cette même affaire. On s'est dit qu'on ne pouvait pas ne pas faire état de cette information qui est quand même très troublante. Les ordinateurs qui ont été volés ne sont pas les nôtres puisque nous les avions avec nous ce soir là. Il se trouve qu'il s'agit d'ordinateurs qui se trouvaient sur des bureaux mitoyens de Fabrice Lhomme et Fabrice Arfi (les deux journalistes qui suivent l'affaire Bettencourt pour Médiapart). Suite à la révélation des cambriolages du Monde et du Point, on a fait un checking global et on s'est aperçu qu'en plus des ordinateurs, avait aussi disparu un disque dur contenant des données confidentielles sur nos actionnaires, la situation capitaliste de Médiapart et également, les Cdroms où étaient contenus les fameux enregistrements pirates du majordome.

Que tout le monde soit rassuré, nos enregistrements, nous en avons des copies, les secrets que nous protégeons jalousement, ne sont pas à Médiapart, il n'y a rien à voler là bas. Dans l'éventualité où il y a un lien entre ces trois cambriolages et si ce lien est l'affaire Bettencourt, la seule hypothèse est celle d'une manœuvre trop voyante pour dissuader nos sources et les intimider avec une sorte de message qui serait : regardez, nous pouvons avoir accès aux locaux, nous pouvons savoir qui vous êtes, vous qui parlez à ces journalistes.

Stras.info : Comment l'affaire a-t-elle pris une telle ampleur ?

E.P. & F.A. : C'est une affaire qui est très particulière car elle concentre en son sein des éléments qui questionnent la République et son fonctionnement en France. Dans la même affaire, nous avons des questions liées à la fraude fiscale, au financement de la campagne présidentielle de l'actuel chef de l'Etat français, des conflits d'intérêt, des interrogations sur la dépendance de la justice vis-à-vis des pouvoirs politiques. Tous ces points sont contenus dans l'affaire qui révèle une partie de la France à elle-même sur son fonctionnement oligarchique et ses connivences entre pouvoir et argent, entre politique et élite financière. Pour cette raison, l'affaire a incarné rapidement la crise morale que traverse le pays et c'est pour cela que l'opinion se l'est approprié aussi rapidement. On voit vraiment que l'affaire Bettencourt est devenue un symbole même dans les manifestations où l'on voit des banderoles Woerth, Bettencourt parce qu'elle dit quelque chose de l'état de la France d'aujourd'hui. C'est un peu une photographie effrayante de la France de 2010.

Stras.info : Qu'est ce qui effraye à ce point l'Etat dans cette affaire ?

E.P. & F.A. : Ce qui leur fait peur, à mon avis, c'est que les médias assument ce pour quoi ils sont faits, à savoir, un contre pouvoir, ainsi que la nature des informations qui révèle un système.

Le problème de cette affaire et c'est peut être le scandale du scandale, c'est qu'il n'y a pas de relais institutionnel à notre travail c'est-à-dire que normalement dans une démocratie vivace, le travail des journalistes doit être relayé par les institutions. Le parlement et la justice doivent s'emparer de manière indépendante de cette affaire. Par exemple, il y a eu une mission d'information parlementaire sur le fiasco de l'équipe de France de football en Afrique du Sud et il n'y en a pas eu sur l'affaire Bettencourt. Jusqu'à hier (le 26 octobre) et l'annonce du procureur général de la cour d'appel de Versailles, les enquêtes nées de nos révélations étaient entre les mains d'un seul homme, le procureur de la République de Nanterre (Philippe Courroye) qui, non content, de part son statut d'être soumis aux pouvoirs politiques sur lesquels il enquête, est l'un des protagonistes principaux des enregistrements qui sont les pièces à conviction de ces investigations et c'est un ami du président de la République, lequel est éclaboussé par l'affaire. On voit bien qu'il n'y a pas besoin d'être fasciste pour s'émouvoir de cette situation. Là, est le drame de l'affaire Bettencourt et le drame de la France, elle n'est pas outillée institutionnellement pour faire face à un scandale comme celui là, contrairement à d'autres pays qui sont peut être des démocraties plus avancées vis-à-vis de ces questions. Prenons aux Etats-Unis, le graal journalistique de référence qu'est le Watergate. Ce dernier, sans le travail des journalistes de Washington, on n'en aurait rien su mais cette affaire est allée à son terme démocratiquement parce qu'il y a eu des relais, car le congrès, la justice se sont emparés des révélations du Washington Post et c'est ça qui fait démissionner, qui fait la procédure d'*impeachment* de Richard Nixon, ce n'est pas le Washington Post. Il y a un problème institutionnel en France qui est lié à la nature même du régime de la Vème République. Il préexistait avant Sarkozy mais il est au cœur de ces dérives, il est même celui qui les hystérise aujourd'hui.

3. Interview de Paul de Fraipont suite au séisme survenu en Haïti

Article rédigé pour Stras.info

Interview réalisée pour Stras.info suite au séisme intervenu en Haïti

Le récent séisme survenu à Haïti, ainsi que l'exercice Richter 2010 prévu le jeudi 4 février dans le Haut-Rhin sont l'occasion de partir à la découverte du SERTIT (service régional de traitement d'image et de télédétection).

Il a pour vocation d'extraire et de mettre en forme de l'information à partir de données produites par les systèmes d'observation de la Terre (satellites)

Le **SERTIT** a été fondé en 1986 par Paul de Fraipont qui en est aussi le directeur. Malgré un emploi du temps chargé, l'accorte M. de Fraipont a eu la gentillesse de m'ouvrir les portes de son centre, l'espace d'une matinée afin de nous permettre d'en apprendre davantage sur un organisme qui, malgré son rôle prépondérant dans la gestion des catastrophes naturelles, reste méconnu.



Paul de Fraipont, dans quelles situations fait-on appel à vos services ?

Nous sommes sollicités en cas de catastrophe naturelle. Notre rôle est de fournir des données exploitables aux secours dépêchés sur les lieux martyrisés par des calamités.

Concrètement, nous traitons des données satellites qui se présentent sous forme de matrices que nous analysons afin d'obtenir des topographies des lieux sinistrés. Ces cartes sont ensuite transmises aux équipes dépêchées sur les sites endommagés afin de leur permettre de traiter en priorité les endroits les plus atteints.

Quel a été votre rôle dans le séisme du 12 janvier survenu à Haïti ?

Lors de ce tremblement de terre, la France a été la première à déclencher l'alarme. De plus, de par le passé qui lie la France à l'île d'Haïti (population francophone), il est logique que nous ayons été chargés de superviser la tragédie.

Nous avons recherché des cartes « pré-séisme » sur lesquelles nous avons superposé des images « post-séisme » qui permettent d'avoir une idée précise des dégâts.

Nous avons ensuite mis de la couleur sur les cartes afin de faire ressortir les reliefs (eau, montagnes, forêts, etc.)

Ces cartes alors rendues exploitables sont utilisées pour gérer au mieux les équipes de secours.

Parlez nous à présent de l'exercice Richter 2010 et du choix du Haut Rhin comme zone d'entraînement ?

Il s'agit d'un exercice de simulation d'un séisme majeur avec toutes les conséquences que cela entraîne. A l'échelle hexagonale, le Haut Rhin est une zone à sismicité historique non négligeable.

Quels sont les objectifs de ce genre d'exercice ?

Toute la difficulté pour nous réside dans le fait qu'il n'y a pas de dégâts réels alors que paradoxalement, il faut produire des informations les plus réalistes possibles en travaillant à partir de simulations. Nous prenons des images historiques sur lesquelles nous projetons les conséquences prévisibles pour ce type de catastrophe. Dans un premier temps, nous envoyons des images de la zone avant l'événement puis en respectant le timing prévu des informations de crise (bâtiments affectés, simulation de glissements de terrain, zones infranchissables, etc.)

Cela permet de montrer aux équipes présentes sur place ce qu'elles peuvent attendre du SERTIT dans l'optique d'un cas réel.

4. Interview de Jean Marc Roberts pour son livre « Jean Marie »
Article rédigé pour Stras.info



TOUT STRASBOURG EST SUR STRAS.INFO

16 personnes en ligne, et des milliers sur tous nos réseaux

RENCONTREZ des FEMMES MUSULMANES

ACTUALITÉS AGENDA ANNUAIRE VIDÉOS

Ajouter un événement Ajouter une info Ajouter un lieu

News Flash Il y a 12 jour(s) Vidéos et photos du NL Contest 6 sur Stras.info ! <http://stras.info/Strasb...>

Strasbourg » Actualités » Culture » L'homme de l'affaire Bettencourt



L'homme de l'affaire Bettencourt
Catégories: [Actualités](#), [Culture](#)
Le 14 juin 2011
Aucun commentaire
Mots-clés: [François marie banier](#), [interview](#)
[jean marc roberts](#), [librairie kléber](#)



Jean-Marc Roberts, directeur des éditions Stocks mais surtout écrivain, était de passage à Strasbourg à l'occasion de la parution de « François-Marie ». Témoignage sur l'homme de l'affaire Bettencourt. Ce roman brosse un portrait à contre courant de la déferlante médiatique à charge contre François-Marie Banier. Rencontre

Xavier Lacombe: Quelles sont les motivations qui vous ont poussé à écrire ce livre? Était-ce pour contrebalancer le déluge médiatique et rétablir la vérité?

Jean-Marc Roberts: On n'écrit pas de livres, de romans pour rétablir la justice. Ce n'est pas leur rôle. La vérité n'est pas intéressante pour un écrivain. Ces deux dernières années, ce qui m'a marqué ce sont les journalistes qui ont consacré beaucoup de portraits à François-Marie Banier en évitant de dire la vérité. J'ai été sollicité par un journaliste qui m'a dit "vous connaissez très bien Banier, vous allez m'en dire du bien". Deux semaines plus tard, l'article est publié et je ne vois rien de mes propos mais un nouvel article à charge. Je me suis alors dit que personne n'allait raconter Banier comme je l'ai connu.

Xavier Lacombe: Comment expliquer l'ampleur médiatique prise par cette affaire et le déchaînement à l'encontre de M. Banier?

Jean-Marc Roberts: Les journalistes qui écrivent à ce sujet s'intéressent beaucoup plus à l'argent que François-Marie. Pour eux, le seul moyen de gagner autant d'argent est de jouer au loto. Les journalistes lui reprochent d'avoir reçu ces cadeaux sans rien faire, juste pour ses beaux yeux, son humour, sa conversation. Or, quand on gratte un peu, on ne sait pas ce qu'il s'est passé entre Mme Bettencourt et François Marie Banier et on ne le saura jamais. Si c'est à quelqu'un de le dire, c'est à François-Marie et à personne



Entrez vos mots-clés

Newsletter

Entrez votre adresse en

Informations pratiques à Strasbourg

 Météo à Strasbourg sur 10 jours
 Info trafic autoroutes à Strasbourg
 Info CTS à Strasbourg
 Info SNCF Strasbourg et TER Alsace
 Horaires des séances de cinémas de Strasbourg
 Restaurants à Strasbourg
 Bars & cafés à Strasbourg
 Clubs et boîtes de nuit à Strasbourg

bons 1 journée

5. Interview de Benoit Magimel, Antoine Duléry et Jalil Lespert à l'occasion de la sortie du film des Vents Contraires

Article rédigé pour le Kinorama du 14 au 20 décembre 2011

Jalil Lespert, Benoît Magimel et Antoine Duléry étaient de passage à Nantes à l'occasion de l'avant première des *Vents contraires*. C'est la deuxième fois que Jalil Lespert passe derrière la caméra (après *24 mesures*), cette fois-ci pour adapter un roman d'Olivier Adam.

Qu'est ce qui vous a donné envie d'adapter au cinéma le livre d'Olivier Adam ?

Jalil Lespert : Ce qui m'a ému dans le roman, c'est la relation entre le père et ses enfants. Cet homme a mon âge et doit assumer ses enfants seul, je me reconnaissais un peu en lui. Le récit a des accents de réalisme qui me plaisaient beaucoup.

Pourquoi avez-vous rejoint le projet ?

Benoît Magimel : J'ai pris le rôle comme on tend la main à un ami. Avec Jalil, on s'aime bien et on bosse plutôt pas mal ensemble. De plus, le thème de la fratrie me parlait, et me plaisait beaucoup.

Antoine Duléry : C'est un film d'hommes, mais pas un film d'hommes pleins de testostérone, plutôt des hommes emplis de faiblesses, empêtrés dans les difficultés de la vie. Cela m'a beaucoup plu.

Le travail d'adaptation a été difficile ?

Jalil Lespert : Il a fallu couper sans pitié dans le roman, y compris des passages que j'adorais. Puis il a fallu retranscrire les éléments conservés pour en faire un film. Le thème que je voulais développer, c'était : « comment peut-on se battre contre les vents contraires que l'on rencontre dans sa vie ? ».

Ce film, en sus de vous, Antoine Duléry, met également en scène Ramzy Bédia (d'Eric & Ramzy) dans un rôle « sérieux »...

Antoine Duléry : On est effectivement un peu étiqueté quand on fait des comédies populaires. On m'a dit « Ah, tu vas dans ce film, tu sais que ce n'est pas une comédie ? ». J'avais vraiment envie d'essayer autre chose.

Benoît Magimel : Les acteurs comiques sont capables de jouer un grand nombre d'émotions et donc de s'impliquer dans des rôles dramatiques. Le côté péjoratif de l'acteur de comédie est assez pénible : faire rire, c'est plus dur que de faire pleurer. Mais, en France, faire rire n'est pas quelque chose de valorisé.

6. Interview de Christian Rouaud pour son film Tous au Larzac

Article rédigé pour le Kinorama du 30 novembre au 6 décembre 2011

Christian Rouaud était à Nantes à l'occasion de l'avant-première de son dernier film, *Tous au Larzac*. Ce réalisateur engagé s'attache ici aux dix années de lutte qui ont opposé les paysans du Larzac à l'État. Ce dernier voulait agrandir le camp militaire de la région, ce qui obligeait les agriculteurs à vendre leurs terres.

Le film alterne images d'archives et interviews des paysans qui ont participé à la résistance au Larzac. Quel était votre fil conducteur ?

Christian Rouaud : L'objectif était d'obtenir un récit construit, par le témoignage de ceux qui se sont battus. Je n'ai jamais eu envie d'interroger les militaires. Je ne voulais pas chercher à tout prix une personne de chaque groupe, car je ne fonctionne pas sur l'idée d'une pseudo-représentativité des personnages.

Vous n'oubliez pas de replacer votre film dans le contexte actuel.

Christian Rouaud : Pour moi, c'est une histoire d'aujourd'hui. Je voulais la raconter à tous ceux qui ne l'ont pas vécu. C'est intemporel, car je crois qu'il n'y a pas d'âge d'or de la lutte : Les flics tapent toujours pareil. Tout se modernise, l'ennemi avance, mais nous aussi. Ça va se révolter, c'est sûr. Je ne sais pas encore comment. Les Indignés, par exemple, je trouve ça fascinant : j'y comprends rien, mais c'est nouveau.

Ce documentaire prend une résonance toute particulière à Nantes, en faisant le parallèle avec le projet d'aéroport.

Christian Rouaud : Je crois que ces projets touchent à quelque chose de plus large, ouvrent une vraie réflexion sur le type de société que l'on souhaite. Ici, on a l'impression que cette histoire d'aéroport se résume à la gloire d'un seul homme (Jean-Marc Ayrault).

La lutte, c'est une fin en soi ?

Christian Rouaud : Je crois. Mais dans ce cas précis, sans cette mobilisation, Mitterrand n'aurait jamais promis de renoncer à l'extension de la base militaire en cas d'élection. Cela montre bien la dialectique entre la lutte et le bulletin de vote, qui est nécessaire mais pas suffisante.

Avec Tous au Larzac, vous avez eu le plaisir de monter les marches...

Christian Rouaud : C'est la première fois que j'ai un film à Cannes, et il a été très bien accueilli. C'était un peu surréaliste de voir tous les protagonistes du film sapés en pingouins. On a fait une manif avec José Bové sous la banderole : « Le gaz de schiste, ni au Larzac, ni ailleurs ». Les flics ont eu peur, avec *Pirate des Caraïbes* qui poussait derrière !